



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 673 DU 08 AVR. 2026

Société MALTERIES FRANCO-BELGES
COMMUNE DE BRAZEY-EN-PLAINE

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-14, R. 181-45, L. 214-8, L. 513-1, R. 211-66 à 70 et R. 181-48 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et supprimant notamment la rubrique 2225 « Sucreries, raffineries de sucre, malteries » ;

Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral cadre n°1180 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or et notamment ses annexes 2 et 4 ;

Vu la demande présentée le 18 février 2013 et complétée le 14 octobre 2014 par la société Soufflet Agriculture relative au projet d'extension du silo de stockage de céréales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de céréales et de malterie sur la commune de Brazey-en-Plaine (21470) ;

Vu l'arrêté préfectoral ARS_BFC/DSP/DPSE/UTSE21 n°2020-08 du 05 août 2020 autorisant la société « Malteries FRANCO-BELGES » à utiliser l'eau prélevée des ressources privées « Puits Rivière n° 1-2-3-4 », « Puits Rivière n° 5 » et « SOBOCER » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°45 du 18 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires concernant la Société « Malteries Franco-Belges » installée sur la commune de Brazey-en-Plaine ;

Vu le courrier de l'exploitant du 22 octobre 2018 dans lequel il déclare être soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2220 « Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale » et demande à faire fonctionner cette installation au bénéfice des droits acquis ;

Vu le courrier de l'exploitant du 9 juin 2025 demandant une dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ;

Vu la lettre préfectorale du 28 juillet 2025 actant que la demande formulée dans le courrier du 9 juin 2025 susvisé est sans objet ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations présentées sur ce projet par l'exploitant le 4 février 2026, et notamment l'information portée à la connaissance de l'inspection des installations classées par l'exploitant que « le volume pour la partie silo vertical intègre un projet d'extension du silo de stockage d'un volume de 14 290 m³ qui n'a jamais été mis en œuvre » ;

CONSIDÉRANT que l'extension de l'activité de stockage de céréales en silo, actée par l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015, n'a pas été mise en œuvre dans un délai de trois ans à la suite d'une information de l'exploitant, et qu'il convient de mettre à jour le volume autorisé au titre de la rubrique 2160 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2021 susvisé fixe un volume total annuel maximum prélevable à des fins industrielles en eau souterraine à 438 000 m³ ;

CONSIDÉRANT que, d'après les données transmises par l'exploitant notamment dans le cadre de ses déclarations GERP, l'établissement Malteries Franco-Belges situé à Brazey-en-Plaine consomme plus de 10 000 m³/an d'eau prélevés dans la nappe d'accompagnement de la Bièvre ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, par son courrier du 9 juin 2025 a demandé une dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé ; ;

CONSIDÉRANT que la lettre préfectorale du 28 juillet 2025 rappelle que les mesures d'adaptation à l'arrêté préfectoral cadre ne s'envisagent qu'en période de crise « sécheresse » tout en précisant qu'il serait pertinent d'adapter précisément le niveau de réduction des prélèvements d'eau du site au regard des meilleures techniques disponibles sur la base de la réalisation préalable d'une étude technico-économique ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral cadre n° 1180 du 15 juillet 2024 susvisé prévoient que, pour les activités industrielles dont la consommation annuelle d'eau excède 7 000 m³ et qui disposent d'un arrêté préfectoral individuel fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent en lieu et place de celles de l'arrêté préfectoral cadre ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de cette annexe 4 de l'arrêté préfectoral cadre n° 1180 du 15 juillet 2024 susvisé prévoient toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/an, un objectif cible de réduction de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25 % pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence, à viser dans les arrêtés préfectoraux individuels fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse ;

CONSIDÉRANT qu'en vue de fixer des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse à l'exploitant, il est nécessaire qu'il réalise au préalable un diagnostic sur la gestion quantitative de l'eau à l'échelle de l'établissement et une étude technico-économique sur les possibilités de réduction des prélèvements et/ou de la consommation d'eau en fonctionnement courant et lors d'épisodes de sécheresse ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La société MALTERIES FRANCO BELGES (SIREN 552 121 816) dont le siège social est situé QUAL SARRAIL 10400 NOGENT SUR SEINE, autorisée à exploiter une installation de stockage en silos et de fabrication de malt située à BRAZEY-EN-PLAINE (SIRET 552 121 816 00110) est tenue de respecter pour cette installation les dispositions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 - Classement des activités

Le tableau mentionné à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (A, E, D, NC)
2160-1a 2160-2a	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ E</p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ .. DC</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³ A</p> <p>b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ .. DC</p> <p><i>Les critères caractérisant les termes de « silo », « silo plat », « tente » et « structure gonflable » sont précisés par arrêtés ministériels.</i></p>	<p>Volume silos plats : 17 130 m³</p> <p>Volume silos verticaux : 73 172 m³</p> <p>Total : 90 302 m³</p>	A
2220-2a	<p>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.</p> <p>La quantité de produits entrants étant : [...]</p>	Deux unités de production de malt d'une capacité totale de 250 t/j	E

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (A, E, D, NC)
	2. Autres installations a) Supérieure à 10 t/j.....E [...]		
2910-A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : [...]</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.....DC</p> <p>(*)Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>Chaudières au gaz naturel Puissance thermique maximum : 10,18 MW</p> <p>Cogénération : 4 MW</p> <p>Total : 14,18 MW</p>	DC
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). [...]</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.....DC [...]</p>	950 kg de HFC R134a	DC
2260-2.b	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour les animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226. [...]</p> <p>2. Autres installations que celles visées au 1 : [...]</p> <p>b) La puissance installée de l'ensemble des ma-</p>	<p>Silos orges et silos malt : nettoyage matière première et granulation issues : 123,7 kW</p> <p>Silos agriculture : nettoyage matière première : 58,5 kW</p> <p>Total : 182,2 kW</p>	D

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (A, E, D, NC)
	chines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW..... D		
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Dépôt de boues de la station d'épuration de la Malterie Franco-Belge Volume : 800 m ³	D

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration (+C : avec contrôle), NC : non classé

Article 3 - Diagnostic des prélèvements et consommations et étude technico-économique de réduction

L'exploitant met en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des prélèvements et consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages...) ainsi qu'une étude technico-économique de réduction de ces prélèvements et consommations.

Ce diagnostic et cette étude technico-économique doivent permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans le milieu naturel et/ou le réseau de distribution. Ces actions de réduction seront pérennes et/ou appliquées en cas de période d'étiage dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de sécheresse : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise.

Plus précisément, le diagnostic doit permettre de déterminer, pour la situation existante :

- la localisation des points de prélèvements d'eau et l'identification des masses d'eaux correspondantes (y compris pour l'eau provenant de réseau d'eau potable) ;
- la localisation des points de rejets d'eaux et l'identification des masses d'eaux correspondantes ;
- la zone hydrographique concernée selon l'Arrêté Cadre Sécheresse susvisé ;
- la variabilité saisonnière de l'activité, en précisant les valeurs mensuelles des prélèvements et consommations d'eau en m³/mois ;
- l'évolution historique des prélèvements totaux d'eau et par point de prélèvement au vu des factures d'eau et/ou relevés réalisés depuis 10 ans ;
- l'évolution des quantités d'eau rejetées depuis 10 ans ;
- la liste des usages et équipements utilisant de l'eau à l'échelle du site ;
- les flux d'eau au sein du site et la localisation des réseaux d'eaux (eaux propres, eaux process, eaux usées, eaux pluviales, etc. sous forme de synoptique et de plan des réseaux à jour) ;
- la caractérisation des eaux selon les définitions de l'article R. 1322-76 du code de la santé publique ;
- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment : débits minimums et maximum des dispositifs de pompage, nombre/type/localisation des compteurs (en précisant les équipements/installations couverts), traitements éventuels effectués sur l'eau, capacité temporaire de stockage... ;
- le descriptif des éventuels dispositifs en place pour la recirculation en boucle fermée de l'eau ou son recyclage ainsi que pour la récupération des eaux de pluies ;

- a minima pour les 5 dernières années :
 - le détail des prélèvements par mois (en moyenne journalière) et par source (par puits et point de prélèvement AEP),
 - les données mensuelles sur le niveau piézométrique des eaux souterraines au niveau des différents points de pompage,
 - la quantité d'orge traitée par mois (en moyenne journalière) et par process (trempage et germination),
 - la répartition des besoins en eau selon les usages (dont sanitaires, adoucissement, filtration, nettoyage, refroidissement, chaudières, pousse à l'eau...),
 - les volumes d'eau rejetés par mois (en moyenne journalière),
 - le calcul de la consommation nette d'eau par mois (en moyenne journalière),
 - le suivi du prélèvement et de la consommation spécifique (ramenée à la tonne produite par exemple),
- les actions déjà mises en œuvre de réduction des prélèvements et/ou de la consommation et de diminution des rejets réalisées dans le fonctionnement courant (avec évaluation des gains en volume et en ratio de production) et en cas de situation hydrologique déficitaire (par niveau de sécheresse défini dans l'arrêté cadre) ;
- le positionnement des installations existantes par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF FDM (pour les sujets concernant directement ou indirectement l'eau) ;
- les recherches et l'évaluation des pertes (fuites, évaporation, etc.) dans les divers circuits de prélèvements d'eau et de distribution des installations ;
- les dispositions supplémentaires temporaires existantes en cas de sécheresse, graduées si nécessaire en fonction des différents seuils de sécheresse susmentionnés et de l'accentuation du phénomène climatique ;
- les impacts des prélèvements sur la Bièvre et des rejets sur la Vienne via une étude hydrologique et piézométrique.

L'analyse à effectuer dans le cadre de l'étude technico-économique de réduction des prélèvements/consommation d'eau, sur la base des éléments issus du diagnostic de la situation existante, doit permettre de statuer sur la pertinence et la faisabilité :

- de la réduction/suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution des installations,
- de l'utilisation accrue de l'eau de pluie, de la recirculation de l'eau en circuit fermé, du recyclage de l'eau (le cas échéant après traitement),
- de la modification de certains modes opératoires en vue d'économiser l'eau,
- des différentes solutions identifiées pour la réduction des prélèvements et la diminution des rejets en fonctionnement courant, intégrant la mise en place d'équipements plus économes en eau sur la base d'un état de l'art et des meilleures techniques disponibles,
- des différentes actions de réduction des prélèvements et/ou de la consommation en cas de situation hydrologique déficitaire (avec un objectif minimum cible de 5 % de réduction en période d'alerte sécheresse, 10 % en alerte renforcée et 25 % en crise par rapport au volume de référence), le cas échéant via une modulation des activités selon la période de l'année pour s'adapter à la disponibilité de l'eau et aux priorités d'usage fixées par l'arrêté préfectoral cadre du 15 juillet 2024.

Dans cette analyse, les actions pérennes qui permettent de limiter, en toute période, les prélèvements et consommations d'eaux de toute nature sont à distinguer des actions temporaires à mettre en place pour chacun des seuils applicables en période de sécheresse.

L'étude technico-économique intègre le positionnement de l'exploitant sur chacune des solutions étudiées, en précisant l'échéancier proposé pour chacune des solutions retenues.

Ce diagnostic de prélèvement et de consommation et cette étude technico-économique de réduction sont réalisés et transmis à l'inspection des installations classées **sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société Malteries Franco-Belges.

Article 5 - Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique conformément aux articles L. 410-1 à L. 412-8 du Code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le Maire de Brazey-en-Plaine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Denis BRUEL

